Pour une autre PAC

Un nouveau pacte agricole et alimentaire européen

Plateforme Pour une autre PAC

Structure et positions

Pour une autre PAC

Un nouveau pacte agricole et alimentaire européen

La plateforme

PRÉSENTATION

- Association loi 1901
- Collectif inter-organisations dédié à la réforme de la PAC
- Relancé depuis 2017
- Espace commun de réflexion et d'action
- Constitue la partie prenante « société civile et acteurs agricoles progressistes » dans l'échiquier politique français autour de la PAC

Plateforme **Pour une autre PAC**
47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil - France - www.pouruneautrepac.eu - @pouruneautrepac

MEMBRES (1/5)

- aujourd'hui, **42** organisations membres
- contre 29 en novembre 2017, à la relance officielle de la plateforme
- Conditions d'éligibilité :
  - Association, fédération, syndicat, fondation
  - Ayant une activité en lien avec l'agriculture ou l'alimentation
  - D'envergure nationale
  - Partageant les valeurs et les positions défendues
  - Prêts à s'investir un minimum dans la plateforme

Plateforme **Pour une autre PAC**
47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil - France - www.pouruneautrepac.eu - @pouruneautrepac

ACTIVITÉS (1/3)

1. Forum : animation des échanges entre structures membres et avec des partenaires européens
    - veille sur l'actualité politique française et européenne en lien avec la réforme de la PAC
    - échange d'informations entre les membres de la plateforme sur leurs actions ou actualités respectives sur la PAC
    - montée en compétence des organisations membres sur la PAC
    - définition des positions et de la stratégie communes
    - complémentarité des actions avec celles des partenaires européens

Réalisations : AG, mailing list interne à la plateforme, groupes de travail thématiques, réunions avec les partenaires européens, etc.

=> préliminaire indispensable au plaidoyer

Plateforme **Pour une autre PAC**
47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil - France - www.pouruneautrepac.eu - @pouruneautrepac

ACTIVITÉS (2/3)

2. Plaidoyer : diffusion de positions communes auprès des décideurs politiques français
    - assurer la reprise des idées défendues par *Pour une autre PAC* dans la prochaine PAC et dans sa déclinaison française
    - améliorer la reconnaissance de la place de la société civile française dans les discussions politiques autour de la PAC
    - favoriser la coopération interministérielle dans la définition des positions françaises sur la PAC

Réalisations : documents de position commune, rencontres avec des décideurs politiques français, intégration dans des groupes de travail officiels, etc.

=> cœur de métier traditionnel

Plateforme **Pour une autre PAC**
47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil - France - www.pouruneautrepac.eu - @pouruneautrepac

ACTIVITÉS (3/3)

3. Communication : vulgarisation de la PAC, sensibilisation du grand public et mobilisation citoyenne
    - faire connaitre la PAC et ses enjeux
    - encourager l'appropriation et le traitement du sujet de la PAC par les media
    - stimuler l'implication des citoyens français dans la définition de la réforme de la PAC

Réalisations : communiqués et conférences de presse, réseaux sociaux, conception de supports pédagogiques, organisation d'événements, etc.

=> renforce le plaidoyer, en mettant la pression sur les décideurs politiques et en augmentant le soutien pour notre cause

Plateforme **Pour une autre PAC**
47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil - France - www.pouruneautrepac.eu - @pouruneautrepac

PARTENAIRES EUROPÉENS (1/2)

- Coalitions nationales :
  - En premier lieu, Allemagne et Espagne
  - Mais aussi, Pologne, Italie, Belgique francophone, Autriche, Luxembourg, Slovaquie, Lituanie, Portugal, Pays-Bas
  - Certaines ne font que de la mobilisation, d'autres que du plaidoyer + certaines sont essentiellement environnementales
- Têtes de réseaux bruxelloises :
  - Des organisations membres de *Pour une autre PAC*, comme ECVC, IFOAM, Birdlife, Greenpeace, WWF, Friends of the earth, BEE, Slow Food, etc.
  - D'autres actives sur la PAC comme EPHA, IPES-Food, etc.

PARTENAIRES EUROPÉENS (2/2)

- *Pour une autre PAC* est membre de deux réseaux pan-européens, mélangeant les acteurs bruxellois et les plateformes nationales :
  - Coalition pan-européenne de plaidoyer = EU Food Policy Coalition (stratégie Farm to Fork + objectif spécifique I des PSN sur l'alimentation et la santé)
  - Mouvement pan-européen de mobilisation = Good Food Good Farming (journées européennes d'action en octobre 2018 + Strasbourg en octobre 2019)

ACTIONS OU PROJETS DÉJÀ RÉALISÉS (1/2)

- Gouvernance :
  - Mise à l'épreuve de la nouvelle gouvernance
  - Embauche d'un puis deux puis trois salariés
  - Développement d'un réseau de bailleurs
- Plaidoyer sur la PAC :
  - Définition d'une architecture générale de positions communes et des propositions plus techniques sur certaines mesures
  - Intégration du cercle des parties prenantes officiellement consultées sur la réforme de la PAC
  - Des dizaines de réunions bilatérales et multilatérales avec les décideurs politiques

ACTIONS OU PROJETS DÉJÀ RÉALISÉS (2/2)

- Communication :
  - Création des comptes Facebook, Twitter et Youtube et du site internet
  - Construction de relations media
  - Des dizaines de formations, conférences et interventions
- Projets :
  - Publications « Une autre PAACte », « Nos 12 priorités pour la réforme de la PAC » et « Osons une vraie réforme de la PAC »
  - Organisation d'une réunion de présentation de nos positions à l'Assemblée nationale
  - Organisation d'un séminaire au Sénat sur la mise en place de paiements pour services environnementaux
  - Journées d'action « Good Food Good Farming » 2018
  - Publication de l'Atlas de la PAC
  - Campagne « Tablons sur nos paysans »
  - Stand au Salon international de l'agriculture 2019
  - Projet de tables de débat pour les élections européennes
  - Agroparade et réception au Parlement européen à Strasbourg

Pour une autre PAC

Un nouveau pacte agricole et alimentaire européen

Les positions défendues

AMBITION COMMUNE

- maintenir une PAC, qui soit politique et commune
- la réformer en profondeur, en se saisissant de l'opportunité de la réforme post 2020
- accepter le constat d'échec de l'actuelle politique
- promouvoir une approche systémique de l'agriculture et de la politique agricole, en intégrant des enjeux liés à : alimentation, santé, développement des pays du Sud, foncier, bien-être animal, développement rural, environnement, changement climatique
- reconnaître qu'avoir une production agricole ou être agriculteur ne peut suffire à justifier d'avoir accès aux aides de la PAC
- considérer la PAC comme un outil d'orientation du modèle agricole et alimentaire européen

Plateforme **Pour une autre PAC**
47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil - France - www.pouruneautrepac.eu - @pouruneautrepac

ORIENTATIONS COMMUNES

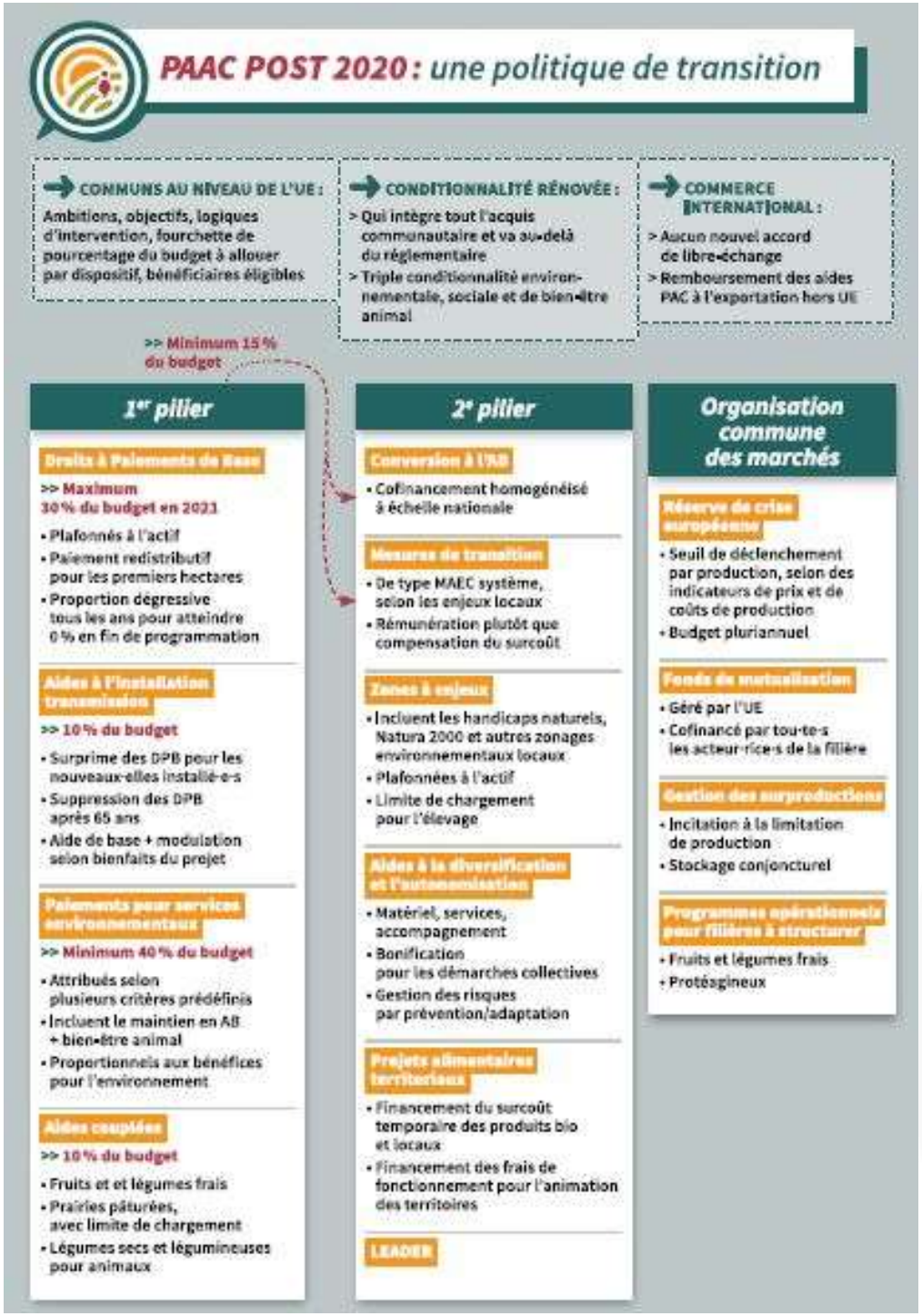
PAACte (pacte fondé sur une nouvelle politique agricole et alimentaire commune) entre les paysans et la société

- Mettre la future Politique Agricole et Alimentaire Commune au service de tous les citoyens
- Atteindre la souveraineté, l'autonomie et la qualité alimentaires dans l'UE
- Mettre en cohérence la PAAC avec les politiques de développement des agricultures familiales et paysannes des pays du Sud
- Enclencher une transition agroécologique grâce à la réorientation des paiements
- Accompagner la résilience technique et économique des fermes en inversant la logique des mécanismes de la PAAC
- Relancer l'emploi dans les campagnes par la politique de développement rural
- Repenser la gouvernance de la PAAC dans sa conception et son application

Plateforme **Pour une autre PAC**
47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil - France - www.pouruneautrepac.eu - @pouruneautrepac

Processus de définition de nos propositions

1. Système agricole et alimentaire souhaitable
2. PAC idéale qui permettrait d'atteindre ce système agro-alimentaire = PAAC à horizon 2030
3. Bilan de l'actuelle PAC
4. PAC nous amenant de l'existant vers le souhaité = PAAC post 2020
5. Identification de nos 12 priorités pour la réforme de la PAC post 2020



NOTRE PAAC POST 2020

- Un projet réaliste, basé sur l'existant et les grandes orientations politiques qui se dessinent
- Un projet global, intégrant les enjeux économiques, sociaux/territoriaux et environnementaux
- Un projet qui dessine une véritable transition à la fois des systèmes agricoles et alimentaires et de la PAC elle-même

NOS PROPOSITIONS : éléments transversaux (1/3)

- Caractère commun de la PAC au niveau européen

  = Des garde-fous forts pour encadrer le nouveau modèle de mise en œuvre : une ambition européenne, des objectifs communs, un pouvoir de sanction de la Commission sur les États-membres, etc.

- Pas de position de le budget de la PAC en valeur absolue, mais sur la répartition du budget entre 1er et 2e pilier :
  - Le 2e pilier doit être proportionnellement plus doté qu'actuellement. Il doit donc moins subir la baisse du budget de la PAC que le 1er pilier.
  - En France, transfert de budget du 1er vers le 2e pilier d'au moins 15%.

.

NOS PROPOSITIONS : éléments transversaux (2/3)

- Gouvernance :
  - Transparence
  - Association de représentants de la société civile et d'organisations agricoles de type ONVAR
  - Plus d'inter-sectorialité entre autorités agricoles et celles en charge de l'alimentation, de la santé, de l'environnement
  - En France, clarification du partage de compétence entre État et Régions
- Simplification : Elle ne doit pas se faire au détriment de l'ambition, ni de l'adaptation des mesures aux enjeux de chaque territoire.

NOS PROPOSITIONS : éléments transversaux (3/3)

- Commerce international
  - Renoncer aux accords de libre-échange incluant le secteur agricole (produits agricoles bruts et transformés)
  - Remboursement des aides PAC perçues dans l'UE lors de l'exportation hors UE des productions ayant été subventionnées

- Conditionnalité rénovée
  - Ambition environnementale accrue
  - Création d'une conditionnalité sociale
  - Vraie conditionnalité en matière de bien-être animal

NOS PROPOSITIONS : 1er pilier (1/2)

- Limitation et diminution progressive des aides de base
  - Plafonnement à l'actif
  - Convergence interne totale
  - Paiement redistributif
  - Part de budget décroissante d'année en année : maximum 30% du budget du 1er pilier
- Soutien aux nouvelles installations
  - Pas que les « jeunes »
  - Basculement du 2e vers le 1er pilier
- Réorientation des aides couplées vers les productions déficitaires ou à maintenir, en leur allouant 10% du budget du 1er pilier
  - Fruits et légumes frais, avec critères de saisonnalité et de semences
  - Élevage de ruminants à l'herbe, avec critères de bien-être animal et % minimal de part d'herbe dans l'alimentation
  - Légumineuses, en priorité pour la consommation humaine

NOS PROPOSITIONS : 1er pilier (2/2)

- Création de paiements pour services environnementaux et de bien-être animal dans l'*ecoscheme*
  - 40% du budget du 1er pilier
  - Facultatif pour les paysans
  - Rémunèrent les pratiques vertueuses pour l'environnement, le climat, la biodiversité et le bien-être animal
  - 4 composantes environnementales et 2 de bien-être animal :
    - AB
    - Prairies et surfaces pastorales
    - Infrastructures agro-écologiques
    - Gestion de l'assolement
    - Porc, avec deux options cumulables :
      - Naissage : truies en maternité libre ou truies en gestation en groupe, et/ou
      - Engraissement : en bâtiment au moins partiellement sur paille ou plein air.
    - Volailles, avec deux options cumulables :
      - absence de mutilation, et/ou
      - plein air « super aménagé ».

NOS PROPOSITIONS : 2e pilier

- Accompagnement de la transition (dont bien-être animal) :
  - Conversion à l'AB
  - Mesures agro-environnementales « système »
  - Enjeux environnementaux locaux
  - Aides à la diversification et à l'autonomisation
  - Contrats de transition

Minimum 15% de transfert du budget du 1er pilier

- Valorisation des démarches collectives et dynamiques territoriales (notamment alimentaires) :
  - Bonification pour les projets collectifs
  - Investissement dans la relocalisation et la diversification alimentaire des territoires (y compris la restauration collective)
  - Indemnité compensatoire de handicaps naturels
  - Dynamisation du tissu économique rural (LEADER)

NOS PROPOSITIONS : organisation commune des marchés

- Réserve de crise européenne fonctionnelle
- Gestion des surproductions, notamment par des incitations à la réduction de production
- Programmes opérationnels pour filières à structurer
- Transformation du programme « lait et fruits à l'école » en un soutien à des campagnes sur l'équilibre de l'assiette, à diffuser dans les écoles privées et publiques